

Catherine Nixey  
**THE DARKENING AGE**  
**THE CHRISTIAN DESTRUCTION OF THE CLASSICAL WORLD**  
Boston et New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2018, 315 p.

\*\*\*

Sébastien Mussi (dir.)  
**LA LIQUIDATION PROGRAMMÉE DE LA CULTURE**  
**QUEL CÉGEP POUR NOS ENFANTS ?**  
Montréal, Liber, 2016, 158 p.

Hans-Jürgen Greif  
Université Laval

***Un geste irréparable : tuer la culture***

Il est rare de lire un titre aussi provocateur que celui choisi par Catherine Nixey, historienne de l'art, pour son premier livre, publié à la suite de sa thèse de doctorat. De plus, dès le prologue, elle se déclare non croyante, une prise de position pour le moins malhabile, surtout parce que son sujet touche un domaine aussi sensible – en Occident du moins – que l'évolution du christianisme jusqu'au début du VI<sup>e</sup> siècle.

Nixey se base sur des sources devant lesquelles le néophyte en la matière s'incline. Elle ne tarit pas de témoignages rapportés de philosophes, de rhéteurs romains et grecs face à la montée du christianisme dès la fin du 1<sup>er</sup> siècle de notre ère. L'auteure scinde le monde gréco-romain en deux camps : d'un côté, la vaste majorité des soixante millions d'habitants de l'*orbis romanus* pratique encore le polythéisme. De l'autre, la minorité chrétienne, se chiffrant entre quatre et six millions, est présenté comme un groupe à la croissance rapide, composé, pour l'essentiel, de pauvres, d'esclaves, d'illettrés et d'ignares fanatisés par les prêtres. On sait le sort des esclaves du temps de la Rome ancienne, dont la domination du monde était basée sur la guerre et la mort. Cependant, la vie précaire dans cet univers hautement politisé avait engendré une société orientée sur les plaisirs de la vie et le *carpe diem*, début d'un vers d'Horace, qu'il vaut mieux citer en entier, *quam minima credula postero*. Les mots du poète peuvent être librement traduits par « profite du jour, l'avenir est incertain » (maxime qui se retrouve d'ailleurs à la toute fin de l'un des *Sonnets pour Hélène*, où Ronsard écrit : « Cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie. ») Bien entendu, ni la plèbe ni les strates inférieures de la société n'avaient accès aux festivités organisées par l'aristocratie et de la grande bourgeoisie. Le cliché d'une Rome décadente du temps de Jésus de Nazareth, si souvent présent dans les œuvres de peintres à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, semble indéracinable, alors que la réalité était très différente. Nixey n'en a cure : elle se place du côté du polythéisme, avec un mépris prononcé pour les hordes barbares chrétiennes (les *véritables* barbares allaient envahir Rome plusieurs siècles plus tard) qui attaquaient « stupidement et sans vergogne » une culture à laquelle ils n'avaient pas accès. Pendant un temps, endoctrinés par leurs supérieurs hiérarchiques, avant d'être interrogés sur leur appartenance religieuse, et endoctrinés par leurs supérieurs hiérarchiques, quelques-uns des plus courageux préféraient une mort rapide à une longue torture, comme en font

foi les lettres de Pline le Jeune, gouverneur de la Bithynie (aujourd'hui le territoire de la Turquie), à l'empereur Trajan, plus particulièrement la 96<sup>e</sup> du livre X, dans laquelle il demande conseil dans le traitement des chrétiens qui se refusent à sacrifier au génie de l'empereur.

Malheureusement, l'auteure ne compare ni la *structure* ni l'*organisation* de ceux qui ont choisi de suivre l'enseignement de Jésus. Pourtant, les parallèles avec l'État romain sont évidents : forte hiérarchisation, entraînement des « troupes » calqué sur celui des légionnaires, promesses de récompenses après la victoire, honneurs et, si l'on donne sa vie en refusant de se plier, la gloire de rejoindre le Seigneur et les saints. Au lieu d'opter pour une introduction où son parti pris trahit une naïveté certaine, l'auteure aurait facilement évité des reproches touchant sa méthodologie si elle avait également choisi d'autres exemples ne cadrant pas nécessairement avec l'orientation de son travail.

Prenons l'exemple de Justinien I<sup>er</sup>, aussi appelé « le Grand » en raison des bienfaits de son règne. En 529, l'empereur a mis fin à la tradition millénaire de l'école d'Athènes par une loi visant ses sujets encore loyaux aux anciens dieux. Cette loi a été promulguée à la suite de soulèvements à Alexandrie, depuis toujours le point de mire pour mesurer les tendances intellectuelles, artistiques et religieuses susceptibles de s'étendre bientôt dans tout l'empire. Là, comme à Athènes, l'empereur se devait d'intervenir après des vagues de dénonciations, d'attaques physiques par des chrétiens sur les personnes pratiquant encore l'ancien culte. Menacés d'exécution par la loi, les derniers enseignants, coupables de pratiquer les rites du sacrifice – « la folle erreur » des païens –, se sont enfuis pour se rendre à la cour du shah perse, Khosro I<sup>er</sup>, un monarque à l'intellect superficiel d'après Nixey, fermé devant l'esprit austère des philosophes athéniens. Menés par leur célèbre confrère Damascius, ils espéraient y trouver un paradis peuplé de poètes et d'artistes. Au lieu de cela, ils ont vite compris que la mentalité persane était incompatible avec leurs convictions, car les pauvres y croupissaient dans une condition plus abjecte encore que ceux de leur patrie, et les coutumes leur semblaient d'une barbarie inacceptable. Protégés par un sauf-conduit négocié entre le shah et Justinien, ils sont morts dans l'anonymat. Il est dommage que la chercheuse ait transformé ce grand monarque en homme papillonnant d'une culture à l'autre, alors que son profil, confirmé par les historiens modernes, est celui d'un grand chef d'État qui a réussi à redonner à la Perse son ancienne gloire. Qu'il ait obtenu de Justinien le sauf-conduit pour les sept philosophes – le seul que l'empereur ait jamais signé pour des païens – est mentionné en passant seulement.

La question de l'origine du fanatisme des chrétiens est noyée dans une foule de considérations, dont celle des reproches adressés aux dieux multiples (un pour chaque affliction). Le point central de l'essai touche la supériorité du monothéisme en comparaison avec les autres croyances. Selon Nixey, les Romains sont « tolérants, instruits et cultivés », ils se « moquent eux-mêmes » des divinités dont ils savent qu'elles sont « vides ». Au lieu de nuancer davantage son propos, Nixey ne va pas plus loin que d'évoquer les grands esprits romains et grecs, tout particulièrement les immenses médecins Galien et Celse. De ce dernier, elle cite abondamment le *Discours véritable* (écrit vers l'an 178), une analyse féroce et ironique de la foi chrétienne, où perce le mépris du patricien romain devant l'ignorance des chrétiens. Selon notre auteure, il s'agit d'un texte prémonitoire de ce que l'histoire allait réserver au monde occidental : la destruction du plus beau monument de l'univers connu, le temple de Sérapis d'Alexandrie ; l'incendie de la

célébrissime bibliothèque, survenu quatre-vingts ans après la victoire de Constantin lors de bataille du pont Milvius (en 312) ; l'assassinat de la plus grande philosophe et mathématicienne de son temps, Hypatie (en 415 ap. J.-C.) ; les plus belles réalisations de la statuaire gréco-romaine, brisées dans le but de prouver au peuple qu'elles étaient vides mais habitées par des « démons ».

Les persécutés se révoltent contre les anciens maîtres. Admirable politicien, Constantin change de camp pour rejoindre celui du Nazaréen. Pourtant, au début de son règne, il rassure ses peuples : dorénavant, toutes les religions coexisteront en paix. C'était sans compter la hargne virulente des dirigeants chrétiens, décidés à imposer leur volonté aux ennemis, à détruire la moindre allusion aux démons dans d'immenses autodafés, sous le regard bienveillant de Celui-qui-voit-tout et qui prouve Son *amour* pour Ses créatures élues. Alors, Il souffle à Clément d'Alexandrie son *Paedagogus* et à son confrère égyptien Chenouté les règles et les punitions par lesquelles les moines apprendront la volonté du Tout-Puissant : l'homme doit laver son péché dans le sang.

Dans ce livre, il y a peu de zones grises. Pour Nixey, la brutalité du front chrétien est née de la haine, d'où émergera une théocratie de mille ans et sa domination par le savoir sur le peuple, toujours aussi stupide qu'au début de la Révolution chrétienne. Cette perception du Moyen Âge n'est pas seulement erronée et trompeuse, elle exclut la Renaissance, née dans les États-cités et à la cour des papes, responsable de la revalorisation du monde de l'Antiquité.

Lors de sa publication, la maison d'édition avait organisé un considérable battage publicitaire, utilisant intelligemment la tendance actuelle à se détourner devant un sujet religieux. Car le christianisme d'aujourd'hui est, lui aussi, divisé : la minorité fondamentaliste se retranche sur ses positions, la majorité se désintéresse de l'Église et, par extension, de Dieu. Que ce fait va de pair avec une ignorance effrayante de l'Histoire de l'Occident et de notre identité culturelle, peu s'en soucient, à l'exception des philosophes. Dommage : si Nixey avait rédigé un essai mieux équilibré et plus nuancé, ses portraits de l'un et de l'autre camp auraient été moins sensationnalistes et moins flatteurs pour la société moderne, où la barbarie du néolibéralisme attend le lecteur à chaque coin de rue.

\*

J'en viens à une autre publication<sup>1</sup>, à peine moins récente, au titre aussi provocateur que celui de l'auteure américaine mais au contenu autrement étoffé. Sur la page couverture, l'éditeur a placé une image de livres en train de brûler. (Qu'on le veuille ou non, les autodafés de l'Antiquité jusqu'aux événements sous le régime nazi viennent automatiquement en mémoire.) Ici, douze philosophes québécois dénoncent le *Rapport final du Chantier sur l'offre de la formation collégiale*, déposé en 2015 par Guy Demers et publié par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science. En résumé, ce rapport reprend l'argument des collèges et des universités d'« harmoniser » les programmes des institutions d'enseignement supérieur et les

---

<sup>1</sup> Un commentaire plus complet paraîtra, à la fin de 2019, dans le prochain numéro de *Lettres canadiennes* (sous la direction de Sébastien Drouin et Michel Lord) dans *University of Toronto Quarterly*.

besoins de l'économie. Mais cette dernière n'a « rien à faire des cours de formation générale » – quatre en littérature, trois en philosophie, trois en éducation physique, deux en langue seconde –, où la littérature et la philosophie sont les derniers domaines libres des exigences du marché. En tout, il s'agit d'un tronc commun de sept cours censés mener à la compréhension du monde, mais qui ont le défaut de ne pas contribuer « à conduire les étudiants à l'*économie du savoir* ». Un bref rappel : au moment où la Commission Parent (1962) avait établi les grandes lignes des nouveaux collèges, elle ne pouvait pas prévoir la montée rapide du néolibéralisme dans les décennies 1980 et 1990, mettant en doute le principe de l'État providence tout en accordant un rôle prépondérant à l'économie du savoir, autrement dit : à l'*économie par* le savoir et le savoir *pour* l'économie.

Depuis la première réévaluation du mode de fonctionnement des cégeps par la ministre Lucienne Robillard (1993), visant à faire du Québec « une société à valeur ajoutée », les conseils d'administration des collèges comportent une majorité de membres venus de l'externe. Cela signifie que l'enseignement collégial est désormais soumis à des impératifs de gestion, détournant les institutions de leur première fonction, celle de transmettre du savoir. Vingt ans plus tard, le rapport Demers va plus loin en exigeant des formations alignées sur les exigences du marché de l'emploi. Dans ce « concept » de l'éducation, les dimensions culturelle et intellectuelle ont disparu. Les étudiants deviennent des *clients* qui ne pensent plus leur curriculum en termes de connaissances acquises mais en *performance* dans le but d'obtenir le diplôme visé. Par là, l'un des objectifs de base des collèges est envoyé aux oubliettes, celui de former des citoyens capables de vivre et de travailler en société.

Très tôt, des penseurs comme Albert Einstein, Hannah Arendt ou Marguerite Yourcenar nous ont mis en garde contre la *spécialisation* dans l'éducation. Selon Arendt, il faut « décroïsonner les savoirs [...] car la soif de connaissance ne peut être étanchée, en raison de l'immensité de l'inconnu », alors que Yourcenar condamne « l'ignorance qui règne en ce moment [nous nommes en 1980] dans les démocraties aussi bien que dans les régimes totalitaires. *Cette ignorance est si forte, souvent si totale, qu'on la dirait voulue par le système, sinon par le régime.* » (Je souligne.) Et Yvon Rivard d'ajouter : « Les sciences de l'Éducation [...] ont formé des enseignants à se regarder enseigner plutôt qu'à se laisser passionner par ce qu'ils enseignent. »

La possibilité de remplacer les cours obligatoires du tronc commun par des cours optionnels, comme c'est le cas en Ontario, serait de l'avis des auteurs une grave erreur. Tous soulignent que, dans ses choix, l'étudiant se reconnaît et ne « sortirait pas de lui-même », en parfaite contradiction avec ce que disent non seulement les penseurs cités, mais aussi des sociologues comme Michel Freitag et Fernand Dumont. L'enseignement actuel tend à développer des compétences précises ; l'étudiant apprend à saisir les opportunités dans un monde dirigé par le(s) marché(s). Il en résulte un changement profond et inquiétant dans une société qui énonce ses « besoins », alors qu'il s'agit en réalité de ceux de l'économie. L'être humain devient le *Moi inc.*, qui suit une formation dans le but d'obtenir un diplôme. Toutefois, il n'est pas tenu de *savoir* ni de *connaître*, il suffit qu'il soit capable de suivre les changements des marchés et de développer des stratégies pour s'y adapter rapidement. De son côté, l'*École inc.* demande d'abolir tout ce qui n'est pas utile à l'économie. Sommes-nous incapables d'imaginer qu'il puisse exister autre chose que le mode de vie économique ?

Ce livre, une somme de critiques et de propositions adressée au ministère de l'Éducation, n'a pas trouvé le moindre écho dans les médias, ni auprès des enseignants, ni de la part des premiers concernés, les étudiants. Ne croyez pas que les auteurs partent en guerre contre le rapport Demers ; ils définissent sobrement leur position face à la politique néolibérale des gouvernements successifs, sans égard pour le parti au pouvoir. Ils dénoncent l'ignorance, la courte vue, l'étroitesse d'esprit et la pusillanimité des enseignants alors que les étudiants sont engagés sur un chemin, préparé et imposé par les gouvernements qui veulent se donner bonne conscience s'ils livrent à l'industrie des cohortes prêtes à être *utilisées*, sans la moindre *vision* de demain qui se dessine déjà à l'horizon.

On aura compris qu'il s'agit d'un livre essentiel. J'ignore combien de bibliothèques universitaires et collégiales le possèdent. Il devrait faire partie de ceux que les usagers empruntent le plus souvent.